



Les travailleurs sociaux font grève pour partager leur désarroi

Bas salaires, stress, perte de sens, les travailleurs sociaux appellent à la grève mardi. Les écoles de formation aux métiers du social n'attirent plus les jeunes.

Par Isabelle Rey-Lefebvre •

Publié aujourd'hui à 08h26, mis à jour à 11h00 • Lecture 7 min.

Article réservé aux abonnés

Les travailleurs sociaux n'en peuvent plus et veulent le faire savoir. Ils sont 1,2 million à accompagner, soutenir, aider, insérer, éduquer ou tout simplement écouter les 10 millions de citoyens les plus fragiles de la société française, personnes âgées en perte d'autonomie, bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) sur le chemin de l'emploi, personnes en situation de handicap, sans-abri, jeunes à la dérive ou qui souffrent de troubles du comportement, sans-papiers... L'appel à la grève nationale, mardi 7 décembre, lancé par la plupart des syndicats, la CGT, Solidaires et SUD-Santé, la Fédération syndicale unitaire (FSU), divers collectifs comme Les Broyés du social ou le Social déchaîné et même la CFDT, rencontre, cette année, un écho particulier.

« Beaucoup de nos adhérents, dont ce n'est pourtant pas l'habitude, seront cette fois dans la rue, prévoit Stéphane Racz, directeur général de Nexem, un réseau de 11 000 établissements du secteur privé non lucratif dans les domaines sanitaire, du handicap, de la protection de l'enfance, du grand âge ou de l'insertion sociale, et qui emploie 330 000 salariés. La promesse du Ségur de la santé, qui a revalorisé les salaires du secteur public et oublié les secteurs associatif et privé comme le nôtre, exacerbe les inégalités en apportant une preuve de plus de l'invisibilité de notre travail aux yeux des pouvoirs publics et de la société entière et affaiblit le travail en équipe », plaide-t-il.

Lire aussi [Le gouvernement promet 500 millions pour les oubliés du Ségur](#)

En novembre, des mouvements régionaux avaient déjà rassemblé des foules inhabituelles, tant de salariés que d'employeurs, d'élus et de familles, 5 000 manifestants à Nantes ou encore 2 500 à Strasbourg. Le premier ministre, Jean Castex, a bien, le 8 novembre, évoqué une future « conférence des métiers de l'accompagnement social et médico-social » d'ici le 15 janvier 2022, « mais nous n'avons aucune date, aucune précision et ne recevons aucune réponse à nos lettres », s'inquiète M. Racz.

« Voilà quinze ans que le point d'indice est gelé, s'insurge Alexandre Lebarbey, représentant CGT du secteur sanitaire, social, médico-social privé à but non lucratif. *Lorsque j'ai démarré ma carrière d'éducateur, mon salaire dépassait le smic de 500 euros ; aujourd'hui, pour un débutant, l'écart n'est plus que de 100 euros.* »

Raphaëlle (qui souhaite garder l'anonymat) travaille, elle, à l'insertion vers l'emploi des bénéficiaires du RSA : « *Après dix ans de carrière, je gagne 2 000 euros, primes incluses, et, dans mon département où la vie est chère, je paie un loyer de 900 euros et dépense 300 euros de frais de transports professionnels... Vivre avec ce qui reste, c'est très difficile !* » « *Après dix-sept ans de carrière, mon salaire plafonne à 2 100 euros et, comme tous mes collègues, je suis systématiquement à découvert chaque fin de mois* », constate Frédéric Motel, éducateur en institut thérapeutique et pédagogique auprès d'enfants et de jeunes souffrant de troubles de comportement.

Lire aussi Les conclusions du Ségur de la santé : 33 mesures pour réformer un système durement éprouvé

Joran Le Gall, assistant social en hôpital psychiatrique et président de l'Association nationale des assistants de services sociaux confirme : « *Jusqu'à l'an passé et une récente promotion, je percevais 75 euros de prime d'activité réservée aux plus faibles salaires... Finalement, notre condition se rapproche de celle des personnes précaires que nous aidons, résume-t-il. Mais au-delà du salaire, nous exprimons notre ras-le-bol du manque de reconnaissance de notre utilité sociale et de tout ce que nous avons réalisé pendant le confinement, nous aussi en première ligne mais sans être applaudis !* »

« *On nous accuse toujours de coûter de l'argent, on nous demande "qu'est-ce que vous foutez ?", et il est vrai que je suis bien en peine d'estimer mon action et tout ce que j'évite, délinquance, incarcération, addictions, radicalisation, aux personnes dont nous avons la charge, donc à la société* », témoigne Alexandre Lebarbey.

« De plus en plus isolés »

Comme dans tout métier mal rémunéré, les conditions de travail sont, elles aussi, mauvaises et génératrices de stress : « *Nous devons, chacune, suivre 40 bénéficiaires du RSA, soit deux fois plus qu'il y a dix ans, et on en oublie parfois, avoue Raphaëlle. Leur contrat d'engagement doit être signé dans un délai de deux mois, mais, dans les faits, c'est plutôt six* », déplore-t-elle.

« *Dans les foyers d'accueil des jeunes en difficulté, il n'y a plus de maîtresse de maison, faute d'argent, et nous devons tout faire nous-mêmes, y compris la cuisine, au prétexte qu'il s'agirait d'une activité pédagogique, renchérit Frédéric Motel. Une fois de temps en temps, d'accord,*

enfants et les éducateurs, se font rares. Nous nous sentons de plus en plus isolés. » M. Motel songe d'ailleurs à une reconversion comme éducateur sportif auprès des mêmes publics mais « en indépendant, loin de cette institution maltraitante, qui devrait s'adapter aux enfants et non l'inverse. Faute de temps et d'attention, on déplace les cas difficiles de foyer en foyer et, quand on les voit partir, on se dit qu'on n'a pas fini le travail avec eux ».

Les employeurs de ces travailleurs sociaux, associations, conseils départementaux, communes, sont solidaires car ils subissent, eux, une redoutable crise des recrutements qui menace des services entiers : *« Beaucoup de nos associations adhérentes nous font, fait inédit, remonter des préavis de grèves pour le mardi 7 décembre, remarque Jérôme Voiturier, directeur général de l'Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux (Uniopss) qui fédère les gestionnaires associatifs de 25 000 établissements et leurs 750 000 salariés. Certaines structures sont au bord de la fermeture, par manque de personnel. »* Nexem recense, de son côté, 65 000 postes vacants alors que 150 000 départs à la retraite sont programmés d'ici 2025.

Maltraitance institutionnelle

Xavier Dondey, directeur des ressources humaines de deux établissements de Loire-Atlantique accueillant 3 000 enfants et adultes en situation de handicap, témoigne : *« J'ai dû faire face, en septembre, à une vague de 37 démissions, contre 18 habituellement, et, sur 1 800 salariés, 116 postes ne sont toujours pas pourvus, détaille-t-il. Faudra-t-il fermer certains services ? Nous avons beaucoup de mal à recruter des éducateurs spécialisés dont le salaire d'entrée, avec un bac + 3, est, désormais inférieur à celui d'un aide-soignant titulaire d'un BEP dont le Ségur de la santé a revalorisé la rémunération de 183 euros par mois. »*

Lire aussi « Je n'aurais jamais imaginé avoir tant de mal à recruter » : dans le secteur du handicap, un manque d'effectif alarmant

La centaine d'Instituts de formation du travail social (IFTS) qui délivrent les quatorze diplômes pour ces professions ont aussi du mal à recruter : 14 000 étudiants en sont sortis, en 2010, mais plus que 9 460, en 2018 (chiffres Drees). *« Nous parvenons encore à faire le plein d'élèves pour nos 1 200 places, mais avec des candidats aux formations plus fragiles, notamment moins à l'aise avec l'écrit, et moins sûrs de leur vocation »,* observe Christophe Verron, directeur de deux IFTS en région Pays de la Loire.

Le secteur, déjà sous pression financière, vit aussi une mutation managériale dont le Groupe SOS est l'exemple le plus abouti, avec ses cadres issus des grandes écoles, rarement passés par le terrain, et des salariés à qui sont imposées procédures, productivité et obligation permanente de « reporting ». *« Cette bureaucratie, chronophage au détriment du*

auteur de *Les Oubliés du confinement* (Ed. Presses de l'Ehesp, 180 pages, 23 euros), pour qui « l'irruption du tout-numérique déshumanise encore la relation ». « On n'arrête pas de se battre avec les plates-formes, atteste M. Le Gall. Celle du 115, qui distribue des places d'hébergement, ne fonctionne plus depuis 2017... Il faut six mois pour débloquer une aide juridictionnelle... Pendant ce temps, les gens que nous devons aider dévissent à toute allure. » De nombreux travailleurs sociaux ne veulent plus être le relais de cette maltraitance institutionnelle qui vide leur travail de son sens, et préfèrent s'en aller. « Il y a urgence à revaloriser ces métiers, estime Mathieu Klein, maire (PS) de Nancy, président du Haut Conseil du travail social et chargé par le ministre de la santé, Olivier Véran, de rédiger, d'ici le 16 mars 2022, un diagnostic partagé de la profession, « une base de travail pour le prochain gouvernement », espère-t-il.

Isabelle Rey-Lefebvre

[Contribuer](#)



Contenus sponsorisés par **Outbrain** |



PUBLICITÉ CITROËN

Faites le choix du 100% électrique avec Nouvelle Citroën ë-C4



PUBLICITÉ ARTIVITA +

Douleurs articulaires : une astuce simple pour les soulager

Dans la même rubrique



Sanary-sur-Mer : un mort dans l'effondrement d'un immeuble à la suite d'une explosion
La victime est le père d'un nourrisson que les pompiers ont réussi à extraire sain et sauf des décombres. La mère souffre, elle, de « blessures graves ».